

Chinguity bradé, l'espoir du pétrole s'envole

La nouvelle est tombée comme une bombe : l'État mauritanien a cédé 9% de sa participation dans le champ pétrolier de Chinguity. Une première opération qui présagerait la cession de 72% des parts mauritaniennes dans l'exploitation de ce puits.

« Les cadres mauritaniens veulent tout pour eux, et rien pour le pays ». C'est à cette boutade que les populations ont abouti, suite à l'annonce de la cession de 9% des actions mauritaniennes du champ pétrolier de Chinguity. Après 2003 qui a vu la liquidation controversée de la raffinerie de pétrole de Nouadhibou au cours de laquelle des hauts responsables nationaux ont reçu d'importants pots-de-vin et des dessous-de-table juteux, voilà qu'une "Mafia locale" est parvenue à faire avaler à l'autorité suprême, la pilule de la nécessité de cession de 72% des parts mauritaniennes dans le puits de Chinguity, premier champ d'exploitation du pétrole national !

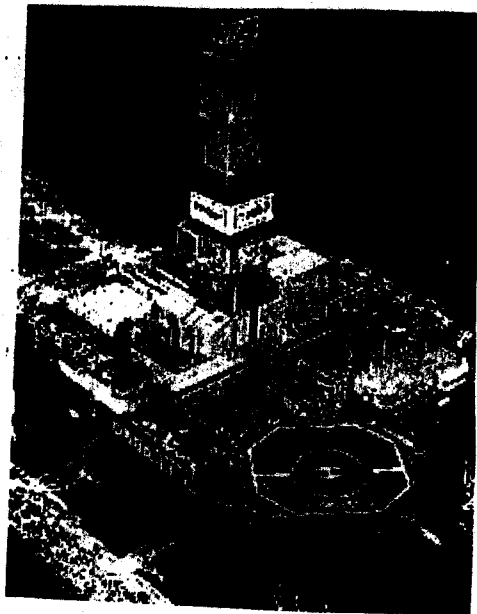
L'opération qui a débuté il y a un mois avec une première cession au bénéfice d'une obscure société britannique, dénommée Sterling Energy PLC pour la bagatelle de 130 millions de dollars sous forme de lettre de crédit avec 15,5 millions de dollars de bonus, présente de nombreuses zones d'ombre : pourquoi s'est-on empressé de procéder à un appel d'offres immédiatement après l'accord de principe de l'autorité et alors même que des voix de plus en plus nombreuses souhaitaient que la gestion du pétrole soit publiquement débattue ? Pourquoi le lancement de l'appel d'offres n'a pas été fait dans les temps requis ? Pourquoi avoir tenu toutes les informations relatives à cette opération dans la plus grande confidentialité ? Pourquoi avoir choisi Sterling Energy PLC alors que cette société cherche encore les moyens de ses ambitions ? En fait, l'appel d'offres ainsi que l'ensemble des opérations liées à la consultation se sont déroulés dans des conditions obscures. La célérité avec laquelle les 9% du puits de Chinguity revenant au pays ont été entérinés, en dit long sur la

volonté des responsables de clore définitivement le dossier. En effet, alors que l'adjudication a eu lieu le 13 septembre 2004, le contrat a été signé un mois après, le 26 octobre.

Tout a été concocté comme si on ne voulait aligner que des poulains, au détriment des gros soumissionnaires, mais surtout au détriment des populations mauritaniennes. La perspective de la cession de 72% du total de 12% des parts mauritaniennes dans l'exploitation du champ pétrolier de Chinguity, bouleverse en effet tous les espoirs des populations mauritaniennes quant à l'avènement du pétrole, synonyme de prospérité nationale : fini le projet de création de revenus pétroliers, l'augmentation substantielle des fonds publics, le renforcement des capacités et des institutions pour favoriser la mise en oeuvre d'actions en direction des pauvres. Avec l'ambition d'améliorer le type de croissance des populations, les pouvoirs publics avaient déjà élaboré une stratégie globale qui devrait permettre d'utiliser au mieux, les rentes du pétrole (la loi des trois tiers); celle-ci en a reçu un rude coup, si elle n'est pas tout simplement anéantie.

Vide institutionnel

La société britannique bénéficiaire de la cession, la Sterling Energy PLC, a été créée en 2002 avec une petite expérience dans le Golfe du Mexique et cherche encore les moyens de ses ambitions. Les sociétés qui ont soumissionné boxent, dans leur grande majorité, dans les catégories poids plume de l'industrie pétrolière mondiale. De là à entrevoir une combine des lobbies nationaux qui cherchent déjà à s'accaparer des richesses liées à l'exploitation proche des hydrocarbures maurita-



La plate-forme pétrolière : l'espoir de tout un peuple sera-t-il préservé ?

niens, il n'y a qu'un pas que la plupart des observateurs n'ont pas hésité à franchir. Le vide institutionnel et réglementaire autour de l'exploitation du

pétrole en Mauritanie serait alors largement intentionnel. L'État mauritanien n'hypothéquait-il pas l'avenir d'un peuple dont le pétrole consti-

tue la dernière cartouche, après les ratés du fer et du poisson ?

Sans dénier les dispositions des deux responsables en question, il s'agit de faire participer l'ensemble des acteurs économiques et politiques du pays dans la gestion claire, et surtout transparente, des richesses pétrolières.

Ainsi, la Mauritanie qui ne bénéficiait jusque-là que d'une faible part dans le puits Chinguity, 12%, voit les mannes pétrolières lui glisser de plus en plus entre les mains. Les rêves attendus de l'ère du pétrole sont en train de s'effiloer au gré des combines obscures et des cessions injustifiées. L'intermédiaire koweïtien dans cette affaire de 9%, Warba National Contracting Co., qui a planifié les accords entre la société britannique et l'État mauritanien, et qui empoche au passage 3 millions de dollars, serait "la main

visible" d'un puissant lobby national. Beaucoup d'analystes soutiennent que le partenaire britannique a été coopé avant la lettre et que la Sterling n'aurait été créée qu'à cette seule fin.

En tout cas, les expériences amères liées à la cession de la Raffinerie de pétrole de Nouadhibou, à celle des phosphates de Bofal et des mines d'Akjoujt, sont encore toutes fraîches dans les esprits. Au bradage des richesses halieutiques, la distribution à grande échelle des licences de pêche, vient se greffer la perspective de la cession de la majorité des parts, mauritaniennes dans l'exploitation de l'ensemble de son champ pétrolier. Douloureuses réalités qui jettent un voile obscur sur l'avenir du pays.

Amar Ould Béjà